

## L'ENVIRONNEMENT

## L'EMPLOI POSSIBLE PAR HYDRO ONTARIO DU CHARBON HYPOSULFURIQUE DE L'OUEST

**M. Alan Redway (York-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. A-t-il pu organiser avec le premier ministre Peterson de l'Ontario un entretien pour discuter de l'emploi du charbon hyposulfurique de l'Ouest, pour réduire les pluies acides provoquées par les émanations d'Hydro Ontario? Peut-il également nous dire si le gouvernement va accepter de subventionner le transport de ce charbon jusqu'à l'Ontario?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, à 14 heures, je n'avais toujours pas réussi à organiser un entretien avec le premier ministre de l'Ontario. La nonchalance qu'il manifeste à l'égard de cette question fort importante m'étonne, d'autant plus qu'il s'agit d'une question cruciale sur le plan national du point de vue de la création d'emplois, de la reprise de l'activité économique et surtout du contrôle des pluies acides. Je pensais qu'il aurait immédiatement sauté sur l'occasion.

Pour ce qui est du transport de ce charbon et de son subventionnement, le parti libéral de l'Ontario et sa contrepartie fédérale pourraient peut-être s'entendre pour adopter le projet de loi C-18 qui nous aiderait à réduire passablement les frais de transport pour l'ensemble des Canadiens.

\* \* \*

## LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

## LE MONTANT DU DÉFICIT—LES RÉPERCUSSIONS D'UNE LOI AMÉRICAINE

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Il sait certainement que les gens de l'Ouest ont été catastrophés d'apprendre que la Commission canadienne du blé avait un déficit de 200 millions et stupéfaits de l'attitude cavalière du ministre d'État responsable de la Commission qui dit que ce n'est qu'un incident qui ne se reproduira pas. Il refuse d'admettre que c'est le *Farm Bill* des États-Unis qui force la baisse des prix. Quand le gouvernement commencera-t-il à prendre au sérieux la chute libre du prix des céréales en raison des mesures agricoles prises par le gouvernement américain? Quand allons-nous nous décider à rencontrer enfin le gouvernement Reagan pour mettre fin aux effets de leur loi sur l'agriculture? Allons-nous demander au vice-président Bush de revenir, pour lui servir notre façon de penser, mais cette fois sur l'orge pour l'alimentation animale?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, je suis surpris d'entendre le député parler d'attitude cavalière de la part du gouvernement, alors que nous avons proposé une aide d'un milliard de dollars pour les producteurs de céréales et d'oléagineux du Canada. C'est l'aide la plus importante jamais proposée en réponse à des difficultés sur les marchés internationaux.

## Questions orales

Le déficit de la Commission canadienne du blé représente 200 millions de plus qui peuvent être ajoutés à l'aide aux producteurs de céréales et d'oléagineux du Canada.

Sur le plan international, le député devrait savoir que le premier ministre, le ministre de l'Agriculture et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont parlé de cette question lors des réunions du GATT. Le député est toujours heureux du rôle du GATT à propos de ces questions, car il estime que c'est le mécanisme le mieux approprié pour les résoudre. J'aurais pensé avoir son appui là-dessus.

● (1440)

## ON DEMANDE DES POURPARLERS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au vice-premier ministre.

En définitive, la chute libre du prix des céréales est essentiellement attribuable aux dispositions de la loi américaine sur l'agriculture qui entraînent une baisse automatique des prix de 15 ou 20 p. 100 par an. Quand le gouvernement comprendra-t-il l'urgence d'y mettre un terme et d'aborder cette question avec les États-Unis avant que ne soit anéantie notre économie céréalière de l'Ouest? C'est effectivement de l'anéantissement de l'économie céréalière de l'Ouest qu'il est question. Il est inconvenant que le vice-premier ministre en fasse si peu de cas alors que la subsistance d'un si grand nombre d'agriculteurs est en jeu. La question sera-t-elle abordée avec le président Reagan ou avec le vice-président en vue de les saisir de la nécessité d'adopter une solution à long terme, à savoir l'abolition complète des dispositions pertinentes du *Farm Bill*?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, malheureusement, le député n'est pas à la page. Cette question a été soulevée et elle continuera de l'être, non seulement auprès des États-Unis, mais aussi de la CEE, ainsi que dans le cadre du GATT.

De plus, entretemps, nous tentons d'atténuer les répercussions de ces baisses de prix désastreuses sur les agriculteurs. Il s'agit d'une guerre des prix entre les États-Unis et la CEE. Deux parties sont en cause. Nous menons le combat sur tous les fronts.

\* \* \*

## L'INDUSTRIE AÉROSPATIALE

## L'AVENIR DE L'INDUSTRIE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill):** Ma question s'adresse au vice-premier ministre. Elle concerne l'inquiétude persistante des Manitobains face aux déclarations discordantes du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources au sujet de l'avenir de l'industrie aérospatiale du Canada.